

PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITÉ DE SAINTE-JEANNE D'ARC

Jeudi le 3 septembre 2009, se tenait à 20h00 la séance ordinaire du conseil de la municipalité de Ste-Jeanne d'Arc conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

Sont présents :

M. le maire : Maurice Chrétien

Madame et Messieurs les conseillers suivants: Raymonde Lévesque, Gervais Chamberland, Francis Pelletier, Rodrigue Roy, Michel Paris (arrivé à 20h02), formant quorum sous la présidence de M. le maire. Le conseiller René Desrosiers est absent.

La directrice générale et secrétaire-trésorière, Louise Boivin, est présente.

1- OUVERTURE DE LA SÉANCE

La séance est ouverte à 20h00 et les élus sont invités à prendre en considération l'ordre du jour proposé.

2- ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Proposé par Francis Pelletier

Appuyé par Gervais Chamberland

Et résolu à l'unanimité l'acceptation de l'ordre du jour tout en laissant l'item "Varia" ouvert.

3- LECTURE ET ADOPTION DU PROCÈS VERBAL

Proposé par Michel Paris

Appuyé par Rodrigue Roy

Et résolu à l'unanimité l'acceptation du procès-verbal du 3 août 2009 tel que lu et présenté.

4- CORRESPONDANCE

Les élus prennent connaissance de la correspondance.

5- LECTURE DES DÉPENSES ET REVENUS DU MOIS

La directrice générale fait lecture des revenus et dépenses du mois.

6- APPROBATION DES COMPTES

2009-09-94

Proposé par Raymonde Lévesque

Appuyé par Gervais Chamberland

Et résolu que le conseil municipal de Ste Jeanne d'Arc approuve et autorise le paiement des **comptes du mois** au montant de \$23 766.36 selon la liste remise aux élus par la directrice générale.

7- MODIFICATION DU BUDGET INITIAL

2009-09-95

Proposé par Michel Paris

Appuyé par Francis Pelletier

Et résolu à l'unanimité que la municipalité de Ste-Jeanne d'Arc effectue une **modification au budget initial** concernant les dépenses pour l'année 2009 comme décrit ci-dessous, suite à des dépenses plus élevées ou imprévues :

02-320-00 Voirie municipale

02-320-00-965 Immatriculation voirie + 358 02-320-00-635 Produits chimiques -358

02-320-00-523 Entretien outil et équip. +1000 02-320-00-285 Allocation voiture insp. -600

		02-320-00-284 Allocation voiture man. -400
02-320-00-643 Petits outils	+648	02-320-00-284 Allocation voiture man. -290
		02-320-00-635 Produits chimiques -358
02-320-00-525 Entr. et rép. Véh. Voie +6000		02-320-00-454 Formation voirie -3000
		02-320-00-521 Entr. chemins -3000

8- RÉSOLUTION AFIN DE DEMANDER LE RESPECT DES SCHEMAS DE COUVERTURE DE RISQUES TELS QUE PRÉVUS À LA LOI SUR LA SÉCURITÉ INCENDIE

2009-09-96	Attendu que	les incendies sont à l'origine de préjudices humains et matériels encore trop importants au Québec et que leurs conséquences sont coûteuses pour la société québécoise;
	Attendu que	l'on observe encore de grandes disparités dans les besoins des services de sécurité incendie et, par conséquent, sur le niveau de protection contre l'incendie qui est offert aux citoyens québécois;
	Attendu que	le gouvernement du Québec a adopté, au printemps 2000, la Loi sur la sécurité incendie qui visait à mieux protéger la société québécoise et les intervenants en optimisant l'utilisation des ressources et en axant sur la prévention;
	Attendu que	le Québec fait foi de meneur en Amérique du Nord en ayant une Loi sur la sécurité incendie et un règlement qui encadre la formation des pompiers;
	Attendu que	le ministre de la Sécurité publique est responsable de la sécurité incendie;
	Attendu que	le gouvernement du Québec s'est doté d'un Règlement sur les conditions pour exercer au sein d'un service de sécurité incendie municipal;
	Attendu que	l'article 49 de la Loi sur la sécurité incendie institue l'École nationale des pompiers du Québec;
	Attendu que	les programmes de formation validés par l'École nationale des pompiers du Québec traitent des aspects touchant la santé, la sécurité et l'intégrité physique des intervenants;
	Attendu que	les schémas de couverture de risques en sécurité incendie constituent la pièce maîtresse de cette loi;
	Attendu que	les schémas de couverture de risques sont le résultat d'un consensus régional, tant des élus municipaux que des intervenants en sécurité incendie;
	Attendu que	les schémas de couverture de risques ont été élaborés sur la base des normes et standards de qualité reconnus en Amérique du Nord et qu'ils ont fait, à ce titre, l'objet d'une attestation de conformité aux orientations ministérielles en sécurité incendie;
	Attendu que	lesdits schémas, qui résultent de processus de planification régionale, sont bâtis sur les ressources disponibles au niveau local et en assurent l'agencement optimal;
	Attendu que	les municipalités locales ont consenti des efforts financiers importants pour répondre aux orientations ministérielles, puisqu'elles sont les maîtres d'œuvre de la gestion des services de sécurité incendie et que le niveau de protection contre les incendies est une responsabilité des élus municipaux;
	Attendu que	ces exercices de planification se sont révélés plus complexes et plus coûteux que prévu et que, sur les 103 schémas attendus, en date du 22 juillet 2009, 90 ont été déposés et seulement 47 sont attestés à ce jour, et 10 autres sont en processus d'attestation;
	Attendu que	sur recommandation de leur syndicat prétextant la norme NFPA ¹ 1710, des pompiers utilisent le droit que leur confère l'article 12 de la LSST ² , soit celui de refuser d'exécuter un travail, arguant un danger pour leur santé, leur sécurité et leur intégrité physique, parce qu'ils ne sont pas quatre pompiers à bord du même véhicule pour répondre à un appel de secours;
	Attendu que	l'utilisation injustifiée de l'article 12 de la LSST compromet directement les services auxquels la population a droit;

- Attendu que les normes NFPA sont des normes américaines édictées en regard des méthodes de travail utilisées aux États-Unis qui sont différentes de celles utilisées au Québec;
- Attendu que les normes NFPA doivent servir de guide et doivent être adaptées aux réalités locales;
- Attendu que la norme NFPA 1500 est la norme guide relative au Programme de santé et de sécurité du travail dans les services d'incendie et elle ne propose pas de nombre minimum de pompiers à bord des véhicules de type autopompe et auto-échelle;
- Attendu que la norme NFPA 1720 est la norme guide quant au niveau de service dans les régions desservies par des pompiers à temps partiel et ne propose pas de nombre minimum de pompiers à bord des véhicules de type autopompe et auto-échelle;
- Attendu que quelque 18 000 pompiers à temps partiel interviennent sur appel et constituent la base de l'organisation de la sécurité incendie au Québec;
- Attendu que les pompiers constituent la principale main-d'oeuvre en sécurité civile et que les normes NFPA ne sont pas adaptées à ce type d'intervention;
- Attendu que la norme NFPA 1710 est la norme guide quant au niveau de service dans les régions desservies par des pompiers à temps plein et propose un nombre de quatre pompiers à bord des véhicules de type autopompe et auto-échelle, tout en laissant place aux méthodes équivalentes;
- Attendu que la CSST³, dans ses décisions, ne tient nullement compte de la Loi sur la sécurité incendie et du Règlement sur les conditions pour exercer au sein d'un service de sécurité incendie municipal;
- Attendu que le libellé de l'orientation émise par la Direction de la prévention-inspection et du partenariat de la CSST porte atteinte à toute l'objectivité dont ses inspecteurs doivent faire preuve dans l'exercice de leurs fonctions;
- Attendu que la mise en application de l'orientation émise par la Direction de la prévention-inspection et du partenariat de la CSST, par ses inspecteurs, fait en sorte que les employeurs sont traités avec partialité;
- Attendu que certains syndicats utilisent la CSST à des fins de relations du travail, ce qui n'est nullement dans la mission de la CSST;
- Attendu que les décisions rendues par la CSST, exigeant la présence minimale de quatre pompiers à bord des véhicules, compromettent l'efficacité des interventions et n'améliorent pas la protection des pompiers; lorsque les effectifs sont permanents et disponibles, elles ne vont qu'en augmenter les coûts, alors qu'en milieu rural, le plus souvent desservi par des pompiers à temps partiel sur appel, le temps de réponse s'en trouvera considérablement allongé;
- Attendu que les priorités des élus municipaux en regard de la sécurité incendie sont d'assurer la protection de la population dans le respect de la santé, de la sécurité et de l'intégrité physique des intervenants;
- Attendu qu'à la suite des décisions rendues par la CSST, tous les schémas déjà reconnus conformes ne répondront plus aux exigences du ministre de la Sécurité publique et, par le fait même, les municipalités n'auront plus l'immunité de poursuite;

Il est proposé par Gervais Chamberland
Appuyé par Francis Pelletier

Et

Il est résolu de demander au ministre de la Sécurité publique de faire respecter les schémas de couverture de risques tels qu'ils sont prévus à la Loi sur la sécurité incendie;

Il est résolu de demander au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire de faire respecter l'autonomie des municipalités locales, quant au niveau de protection contre les incendies dont la responsabilité incombe aux élus municipaux, puisque les municipalités ont consenti des efforts financiers importants pour

répondre aux orientations ministérielles et qu'elles sont les maîtres d'œuvre de la gestion des services de sécurité incendie;

Il est résolu de demander au ministre du Travail de s'assurer que des questions relatives à l'organisation du travail dans les municipalités ne soient pas dictées par des considérations extérieures;

Il est résolu que cette résolution soit transmise immédiatement au ministre de la Sécurité publique, M. Jacques Dupuis, au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, M. Laurent Lessard, au ministre du Travail, M. David Whissell, au président de l'UMQ, M. Robert Coulombe, et au président de la FQM, M. Bernard Généreux.

Il est résolu d'appuyer les démarches des associations municipales dans ce dossier.

- 1 National Fire Protection Association
- 2 Loi sur la santé et la sécurité du travail
- 3 Commission de la santé et de la sécurité du travail

9- VARIA

A) Achat d'abrasif pour la saison hivernale

Reporté à la prochaine séance du conseil.

B) Résolution d'appui pour le projet du Club de l'Âge d'or

2009-09- 97

Proposé par Rodrigue Roy

Appuyé par Raymonde Lévesque

Et résolu à l'unanimité que la municipalité de Ste-Jeanne d'Arc **appuie le Club de l'Âge d'Or** concernant leur demande de subvention dans le cadre d'un « financement pour l'aide à l'immobilisation » du programme Nouveaux Horizons pour les aînés.

C) Autorisation de paiement de facture BPR

2009-09- 98

Proposé par Francis Pelletier

Appuyé par Gervais Chamberland

Et résolu à l'unanimité que la municipalité de Ste-Jeanne d'Arc **autorise le paiement de la facture no 15016898 de BPR Inc.**, au montant de \$9492.62 taxes incluses pour les honoraires professionnels concernant le projet de stabilisation des berges de la rivière Mitis / Route du Portage pour la période du 26-04 2009 au 01-08-2009 comprenant les relevés d'arpentage et mise en plan, conception des plans et devis technique, la demande d'autorisation au MDDEP et dépenses diverses. Ce montant est financé par les sommes provenant du retour d'une partie de la taxe d'accise sur l'essence.

D) Autorisation de paiement de facture BPR

2009-09-99

Proposé par Rodrigue Roy

Appuyé par Michel Paris

Et résolu à l'unanimité que la municipalité de Ste-Jeanne d'Arc **autorise le paiement de la facture no 13025879 de BPR Inc.**, au montant de \$15 421.28 pour les honoraires professionnels concernant le projet d'alimentation et distribution en eau potable, collecte, interception et traitement des eaux usées, pour la période du 25-01-2009 au 01-08-2009 comprenant la révision du projet suite à la recherche en eau et la coordination technique de la recherche en eau. Ce montant est financé par les sommes provenant du retour d'une partie de la taxe d'accise sur l'essence.

2009-09- 100

E) Achat de tables pour le bureau municipal

Proposé par Raymonde Lévesque

Appuyé par Michel Paris

Et résolu à l'unanimité que la municipalité de Ste-Jeanne d'Arc autorise **l'achat de deux tables** de 30 X 96 pouces (environ \$234.00 taxes en sus chacune) chez Club Papetier pour les besoins du bureau municipal. Les tables achetées chez Bureau en Gros (achat autorisé par la résolution no 2009-08-90) ont été retournées car les tables disponibles à ce magasin n'étaient pas adéquates pour nos besoins. Le crédit émis sera utilisé pour l'achat de fournitures de bureau ultérieurement.

2009-09-101

F) Adjudication de contrat pour travaux d'empierrement en bordure de la rivière Mitis – Route du Portage

CONSIDÉRANT QUE, suite à l'ouverture des soumissions du 1er septembre 2009, la municipalité de Sainte-Jeanne-d'Arc a reçue une seule soumission pour son projet d'empierrement en bordure de la rivière Mitis sur la route du Portage ;

CONSIDÉRANT QUE la soumission de « Construction R.J. Bérubé inc. », au montant de 336 954,45 \$ incluant les taxes, est la plus basse soumission conforme reçue;

CONSIDÉRANT QUE les travaux sont prévus sur deux (2) années, et que les coûts de la soumission avec taxes sont respectivement de 99 995,96 \$ pour 2009 et de 236 958,49 \$ pour 2010 ;

CONSIDÉRANT QUE selon les budgets disponibles et les prix obtenus pour chaque année de réalisation des travaux, la Municipalité n'a pas le budget disponible pour réaliser l'ensemble des travaux prévus en 2009, selon les prix du plus bas soumissionnaire conforme;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité souhaite néanmoins réaliser les travaux d'empierrement en 2009 dans ce secteur;

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par Rodrigue Roy, appuyé par Francis Pelletier et résolu à l'unanimité :

QUE la municipalité de Sainte-Jeanne-d'Arc confirme l'adjudication du contrat à « Construction R.J. Bérubé inc. », selon les termes et conditions des plans et devis et de la soumission déposée, et sous réserves des conditions suivantes;

QUE la municipalité de Sainte-Jeanne-d'Arc décide de reporter environ 10 mètres linéaires des travaux d'encrochement prévus en 2009 aux travaux 2010, afin que le montant des travaux 2009 n'excède pas 72 000 \$ avant taxes, selon les quantités et prix du bordereau de soumission;

QUE les travaux retenus seront payés selon les prix du bordereau de soumission du plus bas soumissionnaire conforme, et selon les termes et conditions des plans et devis,

QUE l'octroi des travaux prévus en 2010 est confirmé à « Construction R.J. Bérubé inc. », conditionnellement à l'adoption et à l'approbation d'un règlement d'emprunt par la Municipalité et conditionnellement à l'acceptation de la programmation de travaux par le Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, dans le cadre du nouveau programme de retour de la taxe d'accise 2010-2013;

QUE le maire et la directrice générale sont autorisés par le conseil à signer les documents nécessaires pour donner suite à la présente résolution.

2009-09- 102

G) Budget d'honoraires de BPR pour surveillance des travaux – empierrement en bordure de la rivière Mitis-Route du Portage

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Ste-Jeanne d'Arc désire effectuer des travaux de stabilisation des berges en bordure de la rivière Mitis dans le secteur de la route du Portage;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité a octroyé un contrat à Construction R.J. Bérubé Inc. pour l'exécution de ces travaux suite à l'ouverture des soumissions le 1^e septembre 2009;

CONSIDÉRANT QUE BPR Inc. a soumis une proposition de services professionnels pour la surveillance des dits travaux;

Il est proposé par Gervais Chamberland
Appuyé par Michel Paris

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ QUE la municipalité de Ste-Jeanne d'Arc accepte le budget d'honoraires de BPR Inc. du 2 septembre 2009 concernant la surveillance des travaux de stabilisation des berges en bordure de la rivière Mitis dans le secteur de la route du Portage comprenant un montant de 3400\$ (taxes en sus) incluant la surveillance du chantier, la supervision et coordination de l'ingénieur, diverses dépenses. De plus, un montant de 2500\$ (taxes en sus) est ajouté pour la préparation du devis administratif et de l'appel d'offres publique ainsi que pour l'analyse des soumissions.

2009-09-103

H) Proposition de services professionnels pour la programmation de travaux au Mamrot dans le cadre du transfert de la taxe d'accise sur l'essence 2010-2013

CONSIDÉRANT QUE le MAMROT a annoncé aux municipalités, lors de récentes rencontres régionales, la reconduction du programme de « Transfert de la taxe d'accise sur l'essence pour la période 2010-2013 » afin de permettre aux municipalités la réalisation de projets liés aux infrastructures municipales;

CONSIDÉRANT QU'une nouvelle programmation de travaux admissibles doit être préparée afin de planifier d'éventuels travaux d'infrastructures pour 2010 et qu'il est important de se préparer dès maintenant afin de se positionner en tête de liste parmi les demandes d'approbation qui seront soumises au MAMROT et de commencer des travaux dès l'an prochain;

Il est proposé par Rodrigue Roy, appuyé par Michel Paris et **RÉSOLU :**

D'accepter la proposition de BPR du 1^{er} septembre 2009 concernant les services professionnels pour l'assistance au niveau de la **programmation de travaux** à présenter au ministère des Affaires municipales, des Régions et le l'Occupation du territoire (MAMROT) **dans le cadre du transfert de la taxe d'accise sur l'essence 2010-2013;** les coûts se rattachant à ce mandat sont d'environ 1000\$ et seront intégrés aux travaux qui seront programmés en 2010 et donc financés par le retour de taxe sur l'essence 2010-2013.

10- PÉRIODE DES QUESTIONS

Aucune question.

11- LEVÉE DE LA SÉANCE DU CONSEIL

Il est proposé par Francis Pelletier la fermeture de l'assemblée à 21h26.

Maurice Chrétien, maire

Louise Boivin, directrice générale / secrétaire-trésorière